

Note préparatoire à la réunion du 11 avril 2024 avec les sociétés d'historiens et géographes sur la réforme « Ecoles normales du XXI^e siècle » et réforme de la formation continue

Joëlle Alazard, Association des professeurs d'histoire et géographie (APHG)

Philippe Prudent, Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG)

Manuel Royo, Société des professeurs d'histoire ancienne de l'université (SoPHAU)

Charles Meriaux, Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public (Shmesp)

Nicolas, Le Roux, Association des historiens modernistes des universités françaises (Ahmuf)

Laurence Guignard, Historiennes et historiens du contemporain (H2C)

Amaël Cattaruzza, Comité national français de géographie (CNFG)

Il faut d'abord souligner le périmètre intéressant de cette réunion qui montre qu'en histoire-géographie des liens très forts unissent universités et second degré, mais aussi aujourd'hui Inspé et UFR disciplinaires. Il nous donne une expertise particulière et justifie notre positionnement, qui se veut constructif face au projet de réforme. En effet, sans revenir sur ses causes, il faut bien prendre acte de la crise actuelle du recrutement des professeurs. Si l'histoire-géographie n'est pas la discipline la plus touchée, en revanche sa mission civique forte, qui a exposé à plusieurs reprises nos professeurs, nous place en première ligne des réflexions sur les contenus et sur la mise en place de la formation initiale. Et nous devons avouer que nous sommes inquiets.

1) Urgences et défis actuels du terrain scolaire en matière de formation initiale et continue :

- Situation difficile des professeurs d'histoire-géographie-EMC qui ont des programmes ambitieux et exigeants, avec une dimension civique du métier qui ne cesse de s'accroître, de nombreux défis et des réalités quotidiennes de plus en plus difficiles dans nombre d'établissements.
- Des professeurs engagés, qui ne renoncent pas à enseigner, quand bien même les contenus ne sont plus aussi largement acceptés dans les classes : parce qu'ils ont une vocation mais aussi parce qu'ils ont été formés. Nous tenons à rappeler l'importance de l'année de concours, de l'initiation à la recherche qui permettent aux étudiants d'acquérir une maturité intellectuelle propice à faire de solides enseignants.
- Nos inquiétudes sont d'autant plus vives que la formation continue s'apprête à être démantelée : celle-ci est essentielle dans les premières années du métier mais aussi tout le long de nos longues carrières (mises à jour des connaissances, enseignement des questions socialement vives, espaces de respiration pour les enseignants en difficulté, synergies positives issues des stages).

2) Nous sommes aussi inquiets pour des raisons organisationnelles :

- **Le calendrier qui projette la première session du nouveau concours au printemps 2025 est irréaliste.** Les équipes viennent de réaliser les nouvelles maquettes, il est impossible de remettre l'ouvrage sur le métier pour ouvrir en septembre prochain les modules de préparation au concours en 2025 (un concours qui s'annonce assez symbolique avec peu de places et peu de candidats). Ceci d'autant plus que l'étendue des incertitudes actuelles relatives aux contenus de la préparation, au financement, et aux programmes du concours nous empêche d'avancer dans l'organisation. Pour cette raison, il est impossible de dire que quelque chose sera prêt en septembre. **La réflexion doit se faire sur un temps raisonnable**, pour une première session reportée à 2026.
- La situation de la promotion **de master 1 2024/25** est incertaine : la configuration de leur cursus a été transformée pendant la session de candidature sur MonMaster, close depuis quelques jours et nous allons donc inscrire des étudiants sans même savoir s'il aura un concours lorsqu'ils parviendront en fin de M2. De ce fait, les équipes sont placées en porte-à-faux face à leurs étudiants.

Le report du concours de L3 en 2026 permettrait de résoudre ces deux problèmes. On aurait ainsi une année 2026 à double concours : fin de L3 et fin de M2 pour la promotion des M1 entrant en 2024.

- **2) Trop d'incertitudes sur les contenus de la formation.** Il faut souligner sur ce point la spécificité de l'histoire-géographie, bi-disciplinaire avec de forts besoins en géographie, une spécialité HGGSP

ouverte à deux disciplines (géopolitique, sciences-politiques), et une mission civique qui réclame une maturité particulière des enseignants dans le cadre de leurs enseignements d'EMC, mais aussi dans les collectifs des établissements scolaires lorsque surgissent les difficultés et que l'on se tourne vers les professeurs d'histoire-géographie.

- Les universités d'aujourd'hui se mobilisent fortement pour amener au niveau L3 des étudiants qui leur arrivent en L1 avec un niveau souvent faible, et cela nécessite des dispositifs de remédiation importants. Pour cela, 6 semestres paraissent réellement indispensables. Nous voyons mal comment faire avec des parcours enseignements qui ne comporteront qu'à **peine 4 semestres d'enseignements disciplinaires classiques en histoire et en géographie**, compte-tenu des deux modules « enseignement » semestriels, probablement en partie non disciplinaires (Valeurs de la république et laïcité, connaissance d'un EPLE, outils numériques, stages ?), et d'un semestre 6 qui sera en grande partie consacré au concours. On sera plus proche au final de 3 semestres que de 4, soit ½ licence.
- Cet état de fait est d'autant plus inquiétant **qu'on ne sait rien à ce jour des futurs masters ENSP second degré**. Si la formation professionnelle, évidemment essentielle, paraît assurée comme elle l'était dans les formations MEEF, on ne connaît pas en revanche la place qui y sera réservée aux **formations universitaires disciplinaires**. Il nous paraît indispensable **que l'approfondissement des disciplines historiques et géographiques soit poursuivi au niveau master**, en lien avec les apprentissages didactiques et les stages. De même, on ignore **quelle sera la place de la formation à la recherche**, alors que le cadrage du master impose la rédaction d'un mémoire de recherche qui doit permettre de poursuivre en doctorat (<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/le-diplome-national-de-master-dnm-46220>). Au-delà, **l'expérience de la recherche nous paraît essentielle à l'acquisition de l'autonomie, de la capacité critique et de la maturité intellectuelle absolument indispensables aux futurs professeurs d'histoire-géographie**. Enfin, à toutes ces étapes, on ignore **quelle sera la place des UFR disciplinaires** qui ont été depuis 2013 les partenaires des Inspé dans le cadre des formations MEEF. Comment les ENSP pourraient-elles assumer seules ces missions ?

N'y a-t-il pas au total un **risque de régression en terme de formation disciplinaire et intellectuelle, nécessaire à l'exercice du métier de professeur d'HG, HGGSP, EMC** qui réclame une capacité de réflexion générale sur les questions de société.

3) Enfin des points plus précis mais essentiels restent dans l'ombre :

- Que deviennent les **non-lauréats du concours** : vont-ils redoubler en fin de L3 ? dans quel cadre ? Les ENSP vont-elles former des non lauréats ?
- L'organisation des **transitions pose des problèmes complexes**. Avec quels moyens les universités vont-elles mettre en place des préparations parallèles de deux concours ?
- Quel sera le **statut des ENSP** : seront-elles des composantes universitaires ? ou des structures autonomes et diplômantes type ENS ? et quels seront leurs moyens ?
- En l'absence de financement spécifique niveau licence, comment les petites et moyennes universités vont-elles réagir ? N'y a-t-il pas un **risque de fermeture de préparations au CAPES à l'échelle nationale** ? **Cela entraînerait non seulement l'introduction de fortes inégalités territoriales face au concours mais surtout, on risquerait au final d'avoir moins de candidats qu'attendu.**
- Les **passerelles, enfin, sont également un élément d'attractivité**. Y a-t-il une ouverture des parcours éducations à une diversité de débouchés, car une trop forte spécialisation du premier cycle universitaire pourrait encourager les étudiants à choisir des filières plus généralistes ? De même comment permettre la reconversion vers l'enseignement des étudiants des masters recherche.

Pour ces raisons, il faudrait un calendrier plus précis, laissant plus de marge et du temps de concertation pour préciser des ambitions intellectuelles de la réforme et permettre une mise-en-œuvre consolidée et durable. C'est la stabilité de la formation qui sera l'élément principal d'attractivité, plus que les effets d'annonce.